



# **LIYANNAJ KONT**

# **PWOFITASYON**

## **LE BOUCLIER QUALITE-PRIX**

### **OU L'ORGANISATION LÉGALE DE LA PWOFITASYON.**

Comme chaque année, à entendre les Services de l'Etat, le Bouclier Qualité Prix aura fait baisser les prix.

LKP réaffirme que les « pseudo négociations » du BQP ne constituent qu'un vaste écran de fumée, une supercherie, qui sert d'une part d'argument publicitaire aux enseignes commerciales et d'autre part à « vendre » aux Guadeloupéens l'idée que l'Etat s'attaque à la *pwofitasyon* sur les prix comme le prétend le site de la Préfecture. En réalité, il n'en est rien.

Ce BQP nourrit dans le même temps le démantèlement des petits commerces et autres points de vente de proximité au profit des importateurs distributeurs qui ne cessent de se développer ; et cela au mépris du droit du travail, les supermarchés ouvrant même le dimanche en toute illégalité.

En réalité, c'est le préfet seul, dans le plus grand secret, qui mène des « pseudo négociations » fermées avec les représentants de l'import distribution. Les associations de consommateurs et les syndicats ouvriers, pourtant membres de l'observatoire des prix, sont totalement exclus.

Cette exclusion organisée par l'Etat aux ordres des *pwofitan* a pour but de ne jamais mettre sur la table la vraie question, en l'occurrence celle des marges abusives pratiquées dans le secteur de l'import-distribution et qui seraient, pourtant, faciles à évaluer à partir des déclarations d'importation aux services des douanes.

Les marges abusives pratiquées par les importateurs distributeurs restent intactes car il s'agit de faire une liste de produits pour un montant défini avec une baisse des prix fictive.

Cette convention est donc un arrangement entre le Préfet et les représentants de la distribution sur une liste de produits pour un montant en euros et cela non pas à partir d'une connaissance des marges réalisées mais à partir des choix émis par les importateurs distributeurs.

En fait, les importateurs distributeurs n'accordent rien du tout. Elles n'ont aucune obligation légale de communiquer le moindre document comptable sur leurs marges, ni sur les produits qu'elles vendent le plus ou sur ceux sur lesquels elles réalisent leurs plus fortes marges.

Le BQP et la prétendue négociation qui l'accompagne n'est qu'une mascarade organisée en s'appuyant sur « l'ignorance voulue et désirée du Préfet » (nous n'y croyons pas) et surtout sur l'exclusion des organisations syndicales et des associations de consommateurs.

Et dans le cas où les négociations n'aboutissent pas ? Les surfaces commerciales concernées devront simplement vendre au prix le moins cher parmi l'ensemble des prix abusifs pratiqués en Guadeloupe. Nul ne les obligera à tenir compte du prix auquel elles ont réellement acheté les produits qu'elles commercialisent.

Le Bouclier Qualité Prix est une représentation « légale » de la *pwofitasyon*.

LKP réaffirme la nécessité d'un encadrement du prix des produits de première nécessité par la limitation des marges abusives des sociétés de l'import-distribution comme prévue dans le protocole du 04 Mars 2009.

LKP rappelle l'impératif de développer et de promouvoir une production locale protégée des importations et ayant comme objectif l'autosuffisance alimentaire, seul moyen de nous libérer du joug de la grande distribution.